CIHEAM
Options Méditerranéennes

Echanges marchands et dons : quelques réflexion sur l'application de ces concepts à une communauté rurale française

Frémeaux J.-P.

Les échanges méditerranéens

Paris : CIHEAM
Options Méditerranéennes; n. 18

1973
pages 113-115

Article available on line / Article disponible en ligne à l'adresse :

http://om.ciheam.org/article.php?IDPDF=CI010293

To cite this article / Pour citer cet article

Frémeaux J.-P. **Echanges marchands et dons : quelques réflexion sur l'application de ces concepts à une communauté rurale française.** *Les échanges méditerranéens.* Paris : CIHEAM, 1973. p. 113-115 (Options Méditerranéennes; n. 18)

CIHEAM

http://www.ciheam.org/
http://om.ciheam.org/

CIHEAM

CIHEAM - Options Mediterraneennes

Jean-Pierre FRÉMEAUX

Assistant à l'I.A.M.
Montpellier

Échanges marchands et dons : Quelques réflexions sur l'application de ces concepts à une communauté rurale française

Depuis que M. MAUSS, dans son « Essai sur le don » présentait l'échange comme un « phénomène social total » identifiable aussi bien dans les sociétés dites primitives que dans les sociétés développées, un long travail d'approfondissement théorique a porté sur ce concept dont nous voulons seulement souligner à la fois l'importance opératoire dans les sociétés rurales et les conséquences quant à la position même du sociologue rural devant l'objet de sa recherche.

A l'issue de la longue analyse (1) qu'il faisait en 1923 et qui se référait aux pratiques de don caractéristiques des sociétés mélanésiennes et amérindiennes « primitives », M. MAUSS constatait qu'il est possible d'étendre ces observations à nos propres sociétés ». La pratique du don et l'obligation de rendre les présents y étaient fréquentes en particulier dans les sociétés rurales.

Nous sommes conduits à faire aujourd'hui la même observation, mais lorsqu'il s'agit de la société rurale française actuelle, nous ne pouvons nous limiter à ces constatations : en effet, le monde rural n'y est plus l'espace agricole parsemé de communautés relativement autonomes qu'il a été ; il est devenu le lieu d'une circulation continuelle de biens économiques et d'informations, de travail incorporé à ces biens ou ces informations, et de rémunérations relatives à ce travail.

Pour comprendre la situation actuelle, mais également pour rendre compte de la situation antérieure, nous sommes amenés à poursuivre la distinction que M. MAUSS faisait entre le « Kula », caractéristique de l'échange don et le « Gimwali », « simple échange économique de marchandises utiles » (2). Nous distinguerons également deux types d'échanges :

— celui que nous appellerons « échange marchand » porte sur des marchandises ou du travail et se trouve caractérisé par la seule obligation de rendre et par le fait que les partenaires sociaux sont déliés une fois qu'il est achevé. Il peut s'agir d'un échange marchand simple applicable à une sphère de production comme dans la communauté rurale traditionnelle, ou d'un échange généralisé applicable aux rapports économiques entre la communauté traditionnelle et l'extérieur ; la restitution se fait en marchandises, en travail ou en argent selon un rapport d'équivalence caractéristique des rapports sociaux et des pouvoirs en présence.

— celui que nous appellerons « don » porte sur des biens très divers et se trouve caractérisé par les deux obligations d'accepter et de rendre et par le fait que les partenaires sociaux ne sont pas déliés une fois que le don a été rendu ; en effet à partir du moment où le don doit être accepté il n'y a plus de marché et celui qui rend le don oblige l'autre à l'accepter et en rendre un nouveau.

Nous prendrons très brièvement l'exemple d'une communauté rurale que nous avons eu l'occasion d'étudier longuement en Haute-Normandie pour préciser la nature de ces deux types d'échanges et pour analyser la signification des uns par rapport aux autres.

Si nous nous en tenons aux rapports d'échange à l'intérieur de la communauté même, plusieurs faits la caractérisent au début du siècle : la main d'œuvre salariée y est alors très importante ; en outre la pratique de l'entraide conduit celui qui possède plusieurs chevaux ou du matériel à les prêter au petit agriculteur en échange de nombreuses journées de travail gratuites. Sans cet échange marchand simple,, la société ne pourrait fonctionner. En effet, les salariés sont indispensables, compte tenu de l'état du développement technique ; quant aux petits agriculteurs ils le sont aussi car ce sont leurs enfants qui fournissent l'essentiel des salariés.

A ce système d'échanges marchands simples se superpose un système de « dons » à l'intérieur de la communauté. Sans entrer dans les détails, nous indiquerons à titre d'exemple les chantiers de battage où se retrouve la double obligation d'accepter et de rendre ce que l'on a reçu et l'ensemble des pratiques qui s'imposent aux habitants d'un même hameau ou de la commune, à l'occasion des naissances, des mariages, des décès ou lorsqu'un membre est en difficulté. Ce second système d'échanges assure une cohésion à la communauté, cohésion que l'on retrouve aux périodes où elle est menacée (c'est le cas en 1905 au moment de la séparation de

(1) M. MAUSS : « Essai sur le don ; Forme et raison de l'échange dans les sociétés archaïques » en *Sociologie et Anthropologie* PUF. 1968, p. 142-279.
(2) M. MAUSS : *op. cit.* p. 176.

l'Eglise et de l'Etat), cohésion indispensable encore aux époques où la famine était une menace.

Si comme l'écrit Y. SIMONIS (3), « l'échange est le phénomène fondamental et l'infrastructure de base apparaît quand il a rempli son offre, le système qui jouera le rôle d'infrastructure est le produit d'un échange qui s'applique là où il est nécessaire au bon fonctionnement de l'ensemble de la vie sociale », cette présentation sommaire nous conduit à faire plusieurs observations : les deux systèmes d'échanges marchands simples et de dons que nous avons décrits sont circonscrits à l'intérieur de la communauté. Ils sont à l'origine de la structuration sociale et du mécanisme des comportements, des représentations sociales et des valeurs. Enfin ils sont fonctionnellement complémentaires dans la mesure où le système des dons masque la réalité des rapports sociaux créés par celui des échanges marchands : il y a une solidarité sociale qui s'ajoute à la hiérarchie des richesses et l'efface en quelque sorte dans la représentation que les gens ont de la stratification locale.

La situation actuelle est radicalement différente : la main d'œuvre salariée a pratiquement disparu et a été remplacée par la machine ; les matières premières retirées du sol ont augmenté en quantité et nécessitent l'apport d'engrais et de substances chimiques de protection. La conséquence d'une telle évolution est double : le système d'échanges marchands simples basé sur la division du travail à l'intérieur de la communauté n'existe plus qu'à l'état de survivance. Par contre les échanges avec l'extérieur ont augmenté en quantité et surtout changé de nature. En effet au début du siècle les ventes à l'extérieur étaient plus fortes que les achats et entraînaient une thésaurisation ; en outre si elles s'effectuaient sur un marché capitaliste, la demande était supérieure à l'offre et plaçaient l'agriculteur dans une position de supériorité relative ; du moins dans les périodes de prospérité économique. Actuellement les ventes à l'extérieur sont inférieures aux achats et entraînent un endettement ; en outre elles s'effectuent sur un marché monopolistique où l'agriculteur isolé se trouve démuni face à des intermédiaires puissants.

Cette situation de l'agriculture est celle que l'on trouve le plus généralement en France. Les échanges marchands les plus importants ne sont plus situés à l'intérieur de la communauté mais entre celle-ci et l'extérieur ; cette évolution s'est-elle accompagnée d'une transformation parallèle du système de dons ?

Au début du siècle, nous avons fait allusion à ce type d'échanges en soulignant leur importance à l'intérieur de la communauté. Or à l'heure actuelle ils y sont en voie de disparition et se restreignent à la fraction dite d'entraide que l'on trouve dans toute collectivité et aux rapports familiaux larges.

S'il existe par contre un système de dons important, l'analogie avec la situation au début du siècle nous conduit à le chercher non plus à l'intérieur de la communauté, mais dans cette aire de relation avec l'extérieur où nous situons les échanges marchands actuels. Ce que nous y trouvons c'est l'ensemble des informations techniques et culturelles auxquelles est soumis le monde rural — c'est-à-dire la diffusion du progrès technique et de l'analyse micro-économique ainsi que le développement des mass media et des communications informelles.

Il s'agit d'un « don » de type particulier dans la mesure où l'obligation d'accepter n'implique pas celle de rendre ; en effet l'information est le plus souvent gratuite et n'engage pas celui qui la reçoit. C'est précisément, du reste, ce qui la rend menaçante, lorsqu'il s'agit de conseils techniques ou économiques, dans la mesure où l'agriculteur habitué à payer ou à rendre est convaincu qu'il aura quelque chose à rendre en échange et se méfie parce qu'il ignore ce que ce sera.

En outre, alors que le système de « dons » permettait autrefois d'intégrer l'individu et sa famille dans le tissu social protecteur de la communauté, ces informations, lorsqu'elles sont techniques ou économiques, le placent dans une relation de maître à élève dans laquelle le partenaire (l'agent de développement par exemple) possède le savoir et affirme que ce savoir est nécessaire à la survie de l'agriculteur. Il s'agit d'un « don » que l'on doit accepter pour ne pas disparaître et dont l'acceptation en même temps confirme l'infériorité de celui que la reçoit. C'est un ensemble d'observations semblables que M. MENDRAS développe longuement à propos de la diffusion du maïs hybride dans une région du Béarn (4).

Un certain nombre d'agriculteurs échappent à cette situation en s'orientant vers des conseils payés (comme le conseil de gestion). D'autres s'en sortent en refusant le « don » parce que la routine à laquelle ils sont attachés leur avait permis d'acquérir un prestige dans la communauté, celui qui est dû à celui qui sait travailler. Or le « don » en question efface ce prestige, une des seules choses à laquelle ils tiennent, dans la situation économique menaçante où ils se trouvent.

Ces remarques permettent d'insister sur la signification que ces « dons » ont pour les agriculteurs et cela s'applique aussi bien aux informations techniques et économiques dont nous avons parlé qu'aux informations générales des mass média. Celles-ci, néanmoins sont plus facilement acceptées peut être parce qu'il semble s'agir d'un don vraiment gratuit où l'obligation d'accepter ne cache pas de contre partie.

Nous venons de décrire un système d'échanges marchands et de dons entre la communauté rurale et l'extérieur ; nous caractériserons la relation qui les

(3) Y. SIMONIS : « Echange, Praxis, cadre et temps » in Cahiers internationaux de sociologie, volume XLV, 1968, p. 119.

(4) M. MENDRAS: « Une innovation : le maïs hybride » in « La fin des paysans », « Futuribles » Sedeis, Paris, 1967, p. 129-165.

unit en disant qu'elle est causale et fonctionnelle :

— elle est causale dans la mesure où la représentation que les agriculteurs ont des informations transmises de l'extérieur dépend de la signification qu'ils leur donnent dans le contexte économique global qu'ils connaissent, c'est-à-dire celui des échanges marchands. C'est à ces représentations que J. MAHO fait allusion lorsqu'il écrit que par elles « l'autre est qualifié et étiqueté », qu'elles « sont autant de biais perceptifs, de cadres sociaux de la vision sociale empirique à travers quoi non seulement toute innovation est reçue ou rejetée, mais encore toute communication s'organise localement au niveau subjectif » (5). Elle est fonctionnelle dans la mesure où les informations présentent l'évolution économique et celle des échanges marchands comme inéluctable, ne présentent que des solutions obligatoires et non des choix possibles, dans la mesure aussi où derrière l'obligation de recevoir se cache en effet celle de rendre en acceptant précisément cette évolution et en en prenant les moyens au niveau de l'exploitation individuelle.

C'est dans ce contexte économique, social et culturel qu'intervient le sociologue rural. Lui aussi à partir du moment où il vient de l'extérieur et rentre en communication avec les acteurs sociaux de la communauté se place dans le système complexe des échanges marchands et des dons qui fonctionnent entre la communauté et l'extérieur.

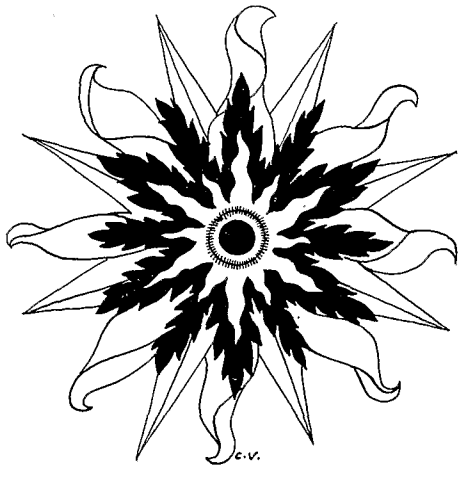
Il n'apporte pas de l'information mais il vient en chercher : il a le droit en quelque sorte d'obliger son interlocuteur à lui offrir de l'information, mais il n'a, quant à lui, rien à rendre. C'est celui pour qui il travaille qui est censé rendre le «don » par une série de mesures sociales ou d'actions économiques. Il n'est qu'un intermédiaire.

Mais pour l'agriculteur, cet échange est abstrait car il ne voit pas le rapport entre l'information qu'il offre et les conséquences qui en résulteront. « Qu'est-ce que vous allez faire de tout ce que je vous dis ? » Une telle réflexion souvent entendue traduit ce malaise d'autant plus grand que l'interviewé parle en son nom personnel et les conséquences s'appliqueront à tous.

En obligeant l'agriculteur à accepter de lui fournir de l'information et en ne rendant rien directement, le sociologue répète à l'envers la relation que nous avons analysée précédemment au sujet des informations techniques et de l'agent de développement. Dans le cas présent, on prend et on ne rend pas ; dans le cas précédent on offrait et l'autre n'avait pas à rendre. Ou du moins on ne dit pas ce que l'on rendra de la même façon qu'on ne disait pas ce que l'autre devrait rendre.

Que l'agriculteur enquêté préfère le plus souvent un dialogue au cours duquel il donnera des informations sur lui-même et son milieu social et le sociologue des informations sur le monde extérieur d'où il vient, confirme l'observation que la relation précédemment décrite est très mal vécue par l'agriculteur et que celui-ci essaie de l'améliorer.

Le problème qui se pose alors est de savoir s'il faut aménager cette relation ou bien la mettre fondamentalement en question, c'est-à-dire mettre en question la relation existante aussi bien entre les centres émetteurs d'informations et le milieu rural qu'entre les centres récepteurs d'information et celui-ci. Plus exactement encore le problème qui se pose est celui de savoir si le sociologue rural tout comme l'agent de développement auquel nous avons fait allusion, peuvent s'interroger eux-mêmes sur la demande sociale dont ils sont l'objet et si dans cette perspective, ils peuvent ne plus être de simples intermédiaires passifs ; si au contraire il sont en mesure d'animer une réflexion avec les agriculteurs pour que ceux-ci expriment ce qu'ils veulent recevoir, et avec les centres qui les emploient pour que ceux-ci s'interrogent sur ce qu'ils veulent demander ou offrir. C'est cet aspect de l'engagement social du sociologue rural que développaient avec finesse J. GUIGOU pour la France et M. LARIONESCU pour la Roumanie au septième congrès de sociologie rurale (6). C'est, nous semble-t-il une question importante que les sociologues ruraux tout comme les agents de développement doivent se poser sans cesse. C'est enfin un problème qu'il est difficile de dissocier de celui de la formation dans la mesure où il existe une relation dans une société donnée entre le mode de division du travail, le mode de circulation des informations et le type de formation que l'on met en place pour favoriser le changement social.

(5) J. MAHO : « Diffusion de l'nnovaton - Valeur et limites de quelques concepts » in *Epistémologie sociologique*. N° 8, 2e semestre 1969, p.3-22.

(6) Société européenne de sociologie rurale - Septième congrès de Münster ; J. GUIGOU : « Le sociologue en milieu rural, Idéologie du changement du praticien de l'intervention » et M. LARIONESCU : « L'engagement social du sociologue rural ».